

## ÉDITORIAL

Activités de jeunesse pendant les vacances scolaires : la Citoyenneté et l'Insertion par le sport et les loisirs  
*Par Ndiawar PAYE*

P. 4-5

## ACTUALITÉ

78<sup>ÈME</sup> SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

Le Président Macky SALL plaide pour une réforme de la gouvernance mondiale

P. 14-16

## AU CŒUR DES TERRITOIRES

Le barrage d'Affiniam recouvre sa vocation d'antan

P. 19-20

## DOSSIER

### PHÉNOMÈNE DE L'IMMIGRATION IRRÉGULIÈRE



# Que faut-il faire ?

P. 6-9

## ACTUALITÉ SPORTS ET TERRITOIRES



# Le sport, un enjeu territorial d'importance

P. 10-13

# MISSIONS ET OBJECTIFS DE LA CNDT

*Les missions de la Commission nationale du Dialogue des Territoires CNDT sont précisées par le Décret n°2015-1970 du 21-12-2015 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de la CNDT.*

## ***Ces missions sont au nombre de six (06) :***

- Assister Monsieur le Président de la République dans la définition de mécanismes de coopération territoriale ;*
- Accompagner le Gouvernement dans la promotion des Groupements d'intérêt communautaire;*
- Aider les collectivités locales à la mise en place de groupements d'intérêt communal et à la création d'Etablissements publics territoriaux;*
- Faciliter la constitution des groupements territoriaux ou pôles territoires;*
- Faciliter les relations entre gouvernement et collectivités locales d'une part et d'autre part entre collectivités locales pour améliorer la concertation entre acteurs territoriaux;*
- Fournir au Président de la République et au Gouvernement, les analyses nécessaires au renforcement des ressources humaines, matérielles et financières des collectivités locales.*

## ***La mise en œuvre des missions de la CNDT permettra l'atteinte des objectifs suivants :***

- Faciliter la cohésion économique, sociale et territoriale grâce à la valorisation de mécanismes de coopération territoriale ;*
- Aider à la définition des dispositifs de gouvernance des territoires en favorisant le dialogue intra-territorial et interterritorial;*
- Appuyer le renforcement des ressources humaines, matérielles et financières des collectivités locales en définissant des mécanismes adaptés pour leur mobilisation.*



ÉDITORIAL



P. 4-5

**Activités de jeunesse pendant les vacances scolaires : la Citoyenneté et l'Insertion par le sport et les loisirs**

Par Ndiawar PAYE

ACTUALITÉ



P. 10-13

SPORTS ET TERRITOIRES

**Le sport, un enjeu territorial d'importance**

ACTUALITÉ



P. 14- 16

78<sup>ÈME</sup> SESSION ORDINAIRE DE L'ONU

**Le Président Macky SALL plaide pour une réforme de la gouvernance mondiale**

ACTUALITÉ



P. 17- 18

PRIX MONDIAL DU LEADERSHIP EN FINANCE ISLAMIQUE 2023

**Le Président Macky SALL célébré pour sa contribution exceptionnelle**



P. 6-9

## Dossier

PHÉNOMÈNE DE L'IMMIGRATION IRRÉGULIÈRE

### Que faut-il faire ?

AU COEUR DES TERRITOIRES



P. 19-20

**Le barrage d'Affiniam recouvre sa vocation d'antan**

CULTURE



P. 21

**Festival Bideew : explorer les relations entre art, gastronomie, astronomie, sciences et technologie**

Directeur de publication  
**Papa Abdoulaye DIOP**

Rédacteur en chef  
**Boubacar Démba SADIO**

Chef d'édition  
**Sonia Hernanie BASSE**

Crédit Photo  
**Papis Ndiaye**

Conception graphique  
**Moïse André SAMBOU**  
**Mamadou Lamine KASSE**

Adresse  
Km 6, Avenue Cheikh Anta DIOP-Stèle Mermoz, Immeuble El H. Serigne Bassirou MBACKE  
6ème Etage

Téléphone  
**+221 33 869 45 96**

SITE: [www.cndt.sn](http://www.cndt.sn)  
Retrouvez-nous sur les différentes plateformes digitales : Facebook/Instagram/Twitter.



Par Ndiawar PAYE

## Activités de jeunesse pendant les vacances scolaires : la Citoyenneté et l'Insertion par le sport et les loisirs

**A**u Sénégal, les formules d'encadrement de la Jeunesse pendant les périodes de vacances ont pour objectifs de proposer aux jeunes la pratique d'activités sportives, culturelles et éducatives diversifiées, adaptées et accessibles à tous. L'une des plus célèbres associations d'encadrement des activités de vacances est l'Organisme national pour la Coordination des Activités de Vacances. A sa création, les missions qui lui étaient assignées étaient, entre autres, de coordonner l'ensemble des activités de l'organisme sur l'étendue du territoire national, de faire du sport et de la culture des instruments efficaces pour l'unité de la jeunesse de notre pays et de les mettre au service de l'amitié et la solidarité entre les peuples.

Depuis sa formalisation, le mouvement Navétanes grâce à ses activités sportives populaires dans les quartiers, s'est imposé comme une partie prenante dans la sphère sportive et comme un acteur de la promotion de la citoyenneté et de l'insertion sociale.

Au niveau purement sportif, les acteurs du secteur sont fiers de noter que la plupart des joueurs qui font la grandeur du football sénégalais ont fait leurs premiers pas dans les navétanes qu'il s'agisse de Sadio MANE, Cheickhou KOUYATE, Ismael SARR, El hadji Ousseynou DIOUF, Roger MENDY ou encore Cheikh SECK. Ce succès des sportifs issus des Navétanes fait de cette activité un creuset de talents sportifs mais également administra-

tifs. Le monde du sport sénégalais dans sa partie administrative regorge également de dirigeants qui ont fait leurs classes dans les Navétanes. Le précédent Ministre des Sports du Sénégal Matar BA, par exemple, a fait ses armes dans le Mouvement Navétanes. La Fédération sénégalaise de Football (FSF) a également d'éminents membres du mouvement Navétanes dans ses plus grandes instances de décisions. Enfin de nombreux acteurs culturels ou politiques ont déjà occupé des fonctions administratives dans des ASC affiliées à l'ONCAV.

**Depuis sa formalisation, le mouvement Navétanes grâce à ses activités sportives populaires dans les quartiers, s'est imposé comme une partie prenante dans la sphère sportive et comme un acteur de la promotion de la citoyenneté et de l'insertion sociale.**

Mais au-delà de sa capacité à produire des acteurs sportifs de haut niveau, les Navétanes contribuent aussi largement à la promotion de la citoyenneté

et à l'intégration et l'insertion sociale dans nos quartiers, villes et villages.

Il faut pour comprendre cela retourner au début des années 80. Elles marquent la fin de l'État providence au Sénégal. Après plusieurs années de sécheresse dans les années 70, on note au début des années 80 une baisse de la production d'arachide, principale récolte d'exportation du pays. Cela a entraîné des difficultés de recouvrement des dettes du monde paysan. Ces conditions internes furent aggravées par le premier choc pétrolier de 1973, la chute vertigineuse des prix de l'arachide et du phosphate sur le marché mondial. Cette situation économique désastreuse exigea de l'État le recours à l'assistance économique du Fonds Monétaire International (FMI) en 1979 pour relancer et financer l'économie sénégalaise. L'organisme international de financement recommanda l'adoption d'un plan de redressement économique et financier à court terme (1979-1983) qui se mua en plan d'ajustement structurel (1983- 1993). Censés rétablir les grands équilibres macroéconomiques et relancer la croissance, ces plans allaient susciter, au contraire, un accroissement du chômage et une nouvelle diminution du pouvoir d'achat des ménages. Progressivement, l'État s'est désengagé des services sociaux et a laissé le champ à l'initiative des populations. Ainsi les espaces urbains ont vu émerger des contraintes nouvelles auxquelles les populations devaient faire face.

En réalité, dans cette situation de crise économique, les formes traditionnelles de régulation et d'insertion sociale (famille, école) parvenaient difficilement à répondre aux difficultés nouvelles auxquelles les populations devaient faire face. Ainsi pour pallier l'impression de vide culturel et de désarroi social amené par le désengagement progressif de l'État, les citoyens ont été amenés à multiplier les groupes de fortune qui reprenaient la structure de l'association de type européen. Ainsi, la jeunesse sénégalaise, pour faire face à des problèmes inédits s'est organisée autour d'associations sportives et culturelles (ASC). Les raisons qui présidaient à leur création sont multiples. Viennent en priorité la solidarité et l'entraide, qui illustrent ainsi le caractère profondément social du mouvement associatif. L'animation et l'épanouissement des membres constituent une autre source de motivation. Leur création participe d'une volonté des associations de favoriser la participation de tous les membres de la collectivité à des actions positives dans leurs quartiers. Les ASC venaient ainsi en appui aux structures traditionnelles (famille, école, groupes d'amis, etc.) et ont constitué des cadres d'expression, d'identification et de revendication.

Ces ASC, présentes dans tous les quartiers, interviennent ainsi dans de très nombreux domaines soit à leur initiative, soit à la demande des populations. Sous différentes formes, elles proposent aux populations un engagement et une mise en scène où se retrouvent souvent le social, le sport et la culture. Elles interviennent dans les rapports sociaux au même titre que d'autres institutions devenant ainsi un lieu d'intégration sociale. En réalité, de par son action au côté des populations, les navétanes portent cette voix pour améliorer les conditions de vie. Chaque personne, qu'elle soit riche, pauvre, jeune, vieux, femme, participe aux activités initiées par les associations de quartier. Ces personnes ont la capacité de prendre des responsabilités et de construire leurs avis pour transformer le quartier. Les navétanes favorisent ainsi l'insertion des per-

sonnes qui, grâce aux ASC, s'élèvent au-delà de leur statut social assigné.

Au-delà de cette capacité à favoriser l'insertion sociale et l'intégration des acteurs dans les quartiers, il faut reconnaître que les Navétanes participent également à la promotion de la citoyenneté.

**En réalité, de par son action au côté des populations, les navétanes portent cette voix pour améliorer les conditions de vie.**

dL'idéal des navétanes est de participer à la construction d'un quartier juste, solidaire et inclusif où chacun peut vivre dans la dignité, construire sa place, avoir un rôle en participant à la vie de la cité. Ainsi, diverses initiatives allant dans le sens de l'amélioration du cadre de vie sont prises. Ces initiatives se traduisent en activités menées par les ASC au bénéfice des populations. Parmi celles-ci, on recense notamment les activités sportives, dominées par le football qui entraîne une forte mobilisation de la population, les activités culturelles tournées vers l'éveil de conscience touchant à des problèmes sociaux tels que la promotion féminine, la prévention du paludisme ou des maladies sexuellement transmissibles et le programme élargi de vaccination destiné aux enfants. Les actions que mènent les navétanes sont aujourd'hui reconnues et les pouvoirs publics admettent qu'elles contribuent à l'amélioration de la vie de quartier. À travers les navétanes, les populations manifestent une conscience élargie d'appartenance qui les amène à chercher dans des pratiques un sens à leur existence. Cette participation aux activités a entre autres pour effet de fournir aux individus des opportunités de cultiver des compétences sociales utiles nécessaires à la vie collective. C'est ainsi que peut être renforcé le

« vivre ensemble », peuvent être résolus des problèmes dans la négociation et peut s'alimenter le dialogue social. Ce faisant, la participation à la chose publique encourage explicitement l'émergence d'une citoyenneté entendue comme une capacité à s'engager dans les affaires de la communauté dans l'intérêt général. Au-delà, ou plutôt en deçà de la citoyenneté, les navétanes créent le lien civique. Ce sens civique est l'élément qui fait que des gens peuvent vivre ensemble, dans un espace restreint et en bonne entente. Créant un code de conduite dans le quartier, il recouvre un univers mental, moral et symbolique commun à travers lequel les populations se reconnaissent des liens et des attaches. Les navétanes jouissent ainsi d'une légitimité au niveau des populations pour lesquelles ils représentent à la fois un lieu d'expression, d'intégration, de revendication et de construction de la citoyenneté. Les ASC à travers leurs initiatives contribuent à l'innovation démocratique comme dispositif permettant de développer des compétences civiques nécessaires pour participer, délibérer sur la chose publique. Au moment où le modèle des Navétanes commence à montrer des signes d'essoufflement dans les grandes agglomérations, il urge pour l'état de convoquer les Assises nationales des activités de vacances afin de permettre à cette nouvelle génération de bénéficier de cet espace d'insertion et de citoyenneté en vue de déconstruire les discours populistes et nihilistes qui gangrènent, actuellement, notre jeunesse.

### **Ndiawar PAYE**

Conseiller spécial du Président de la République

## PHÉNOMÈNE DE L'IMMIGRATION IRRÉGULIÈRE

### Que faut-il faire ?



*Des jeunes sénégalais tentant l'immigration irrégulière*

La question de l'immigration irrégulière prend de l'ampleur aujourd'hui plus qu'hier, car le phénomène migratoire engendre de nombreux drames humains à chaque traversée de la mer, inacceptables pour la conscience de l'humanité. La réalité est que cette immigration qui se fait par voie maritime, vu son caractère « clandestin », ne cesse d'alimenter les débats, tant au niveau africain (terre de départ) qu'au niveau européen (espace d'accueil). Pour l'Afrique en particulier le Sénégal, d'où partent par vagues successives les jeunes migrants, c'est une perte de bras valides pour le développement. Le Magazine « Echos des Territoires » consacre son Dossier du mois de Septembre 2023 à l'ampleur du phénomène et ses conséquences désastreuses sur la jeunesse sénégalaise. Comment agir donc pour limiter le péril humain ?

**L'**irruption du phénomène de l'immigration irrégulière par voie maritime. C'est le constat alarmant qui alimente les débats au Sénégal. Depuis plusieurs mois, il ne se passe pas une semaine sans que les médias ne rapportent des informations liées à son amplification. De par sa persistance au fil des années, la migration irrégulière fait partie des réalités sénégalaises et dépasse ainsi

le stade de phénomène social pour se positionner comme un fait social. Son importance s'est considérablement renforcée ces derniers mois avec l'embarcation de milliers de migrants dans des pirogues de fortunes en direction des Iles Canaries. Le développement de cet itinéraire géographique prenant la Méditerranée a été facilité par la motorisation des pirogues artisanales et la réelle capacité des pêcheurs

artisans sénégalais à pêcher dans des eaux de plus en plus lointaines pour de longues marées dans le cadre de la pêche migratoire. Mise en parallèle avec la crise du secteur de la pêche sur la même période marquée par la raréfaction des ressources halieutiques et la paupérisation en milieu pêche, cela amène à poser l'hypothèse de savoir si la migration irrégulière massive des pêcheurs n'est pas la résultante de

cette crise. Il est clair que les pêcheurs artisans sont les principaux acteurs de cette tendance à prendre l'itinéraire maritime plutôt que l'itinéraire terrestre qui prévalait jusque-là. Plus du tiers des embarcations au départ des côtes sénégalaises pour rallier l'Europe concernent des pêcheurs. A cela s'ajoute une pression sociale, un manque d'alternative de reconversion et la construction sociale d'illusions et de mythe d'un « eldorado européen », autant d'éléments explicatifs de l'ampleur du phénomène.

## La prédominance des pêcheurs comme candidats à l'immigration irrégulière.

L'implication des pêcheurs dans le dispositif de départ à l'immigration irrégulière a gagné du terrain. Il est clairement établi que sans les pêcheurs artisans sénégalais, la voie maritime piroguière pour rallier les côtes maritimes espagnoles n'aurait sans doute pas existé. Les pêcheurs constituent le noyau central et incontournable, même s'ils ne sont pas les initiateurs. Ce rôle central est dû naturellement à leur grande connaissance du milieu maritime. En effet, la distance séparant les côtes sénégalaises de l'archipel espagnol est estimée à 1700 kilomètres et est parcourue en moyenne entre six et huit jours par une pirogue artisanale. C'est ainsi que les pêcheurs artisans ont été impliqués dès le départ dans ce nouveau phénomène pour garantir le convoiement des candidats à la migration.

En mettant en place un dispositif de surveillance des côtes sénégalaises, l'Etat sénégalais a donné encore plus d'importance aux pêcheurs artisans dans le dispositif. L'enjeu est alors de déjouer les stratégies de la surveillance en mer et de contourner les patrouilles dans les eaux sénégalaises.

Pour ce faire, de petites pirogues sont mises à contribution par les pêcheurs pour acheminer par groupe de dix personnes les candidats à l'immigration dans la grande pirogue ancrée

en haute mer. Tous ces pêcheurs qui contribuent à organiser le départ demandent en contrepartie à embarquer ou à faire embarquer gratuitement un membre de leurs familles.

Depuis sa naissance, l'immigration irrégulière attire toutes les catégories socio-professionnelles. Les candidats au départ des côtes sénégalaises en direction des îles des Canaries viennent des quatre coins du pays et constituent souvent de chômeurs, de pêcheurs, d'éleveurs, de charbonniers, de tapisiers, de bouchers, de plombiers, de menuisiers, de mécaniciens, de soudeurs, d'électriciens, d'étudiants, de maçons, de tailleurs, de chauffeurs, de cultivateurs, de commerçants, de mareyeurs et même parfois d'élèves.

La forte augmentation du nombre de candidats à l'immigration irrégulière par voie maritime enregistrée depuis quelques mois est bien sûr à relier à plusieurs facteurs.

## Les causes et les déterminants du phénomène

L'immigration irrégulière des jeunes africains en général et sénégalais en particulier a bien des causes sociologiques. Dans notre société, un projet de migration, même pensé et exécuté individuellement, est d'abord un projet de groupe, de famille ou de tribu. C'est-à-dire quelque chose de réfléchi, mûri et préparé longtemps à l'avance. L'échec, par refus de partir au dernier moment, ou par obligation de retour une fois qu'on est parti, y est perçu comme une défaite, une sorte d'infamie pour la personne du migrant-non-parti et pour son groupe familial.

Dans ce même sens, la prévention, c'est-à-dire l'action de réduire les migrations ne peut réussir que si elle agit sur le groupe. C'est-à-dire si elle permet d'améliorer les conditions de vie de l'ensemble, et non d'une partie des composantes de cet ensemble.

Sur la motivation de l'immigration irrégulière, une grande partie de jeunes émigre en quittant directement l'école, ce qui signifie que le projet migratoire

est entretenu, et apparaît parfois dès l'origine comme préférable à un diplôme et aux emplois éventuels que celui-ci permettrait au Sénégal.

D'un côté, les contours sociohistoriques montrent l'attraction de plus en plus forte qu'exercent le mode et le niveau de vie des populations d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord auprès des jeunes de sexe masculin dans l'ensemble, mais auxquels se joignent de plus en plus de femmes. Cette attraction est favorisée par le développement de technologies de l'information. Pour les jeunes, l'Europe et l'Amérique du Nord représentent « ce qu'il y a de mieux » en termes de conditions de vie.

Il existe tout un cocktail de facteurs de répulsion sur la jeunesse africaine. L'Afrique exerce, depuis de très nombreuses années, un effet de plus en plus répulsif sur une partie grandissante de sa population, dont l'espoir de vie meilleure sur son lieu de naissance s'amenuise au fur et à mesure que s'accroissent la pauvreté et le « mal vivre » ambiants.

L'évolution de la situation en Afrique – au sud du Sahara, en particulier – est globalement marquée par un ensemble de problèmes majeurs, qui résument l'ampleur et la profondeur des déterminants de l'immigration irrégulière.

Pour le cas spécifique du Sénégal, les causes et les déterminants de l'intensification de l'immigration irrégulière par voie maritime, avec une dominance des pêcheurs dans les embarcations, se caractérisent par une baisse des revenus des pêcheurs, une baisse des captures et des augmentations des coûts d'investissements, une baisse des rendements de l'activité de la pêche, une surcapacité de pêche et une raréfaction d'espèces exploitées, etc. La baisse continue des revenus des pêcheurs artisans est citée comme cause de l'immigration irrégulière en milieu de pêche artisanale.

Se positionnant au cœur du dispositif et privilégiés par les convoyeurs compte tenu de leurs expériences en mer, des milliers de pêcheurs ont tenté de rejoindre les côtes espagnoles ces deux dernières décennies.



L'analyse des causes démontre leurs conditions de vie précaires avec une activité de moins en moins rentable et de plus en plus difficile et dangereuse. Face à une pression sociale forte et l'absence d'alternatives ajoutée à la représentation sociale d'une Europe perçue comme un eldorado, favorisée par le retour de migrants nantis, l'immigration irrégulière se présente ainsi aux yeux des pêcheurs comme la seule issue pour réussir dans la vie et s'inscrire dans une dynamique d'épargner et de se réaliser (surtout venir en soutien à sa famille). Les causes montrent que les pêcheurs tentent l'immigration irrégulière non pas par choix mais par désespoir.

Les pêcheurs artisans estiment faire face depuis quelques années à une chute de la rentabilité de leurs activités liée à une baisse drastique de leurs revenus et des coûts d'exploitation de plus en plus importants en raison de zones de pêche de plus en plus lointaines et à des séjours en mer plus longs.

L'analyse du profil sociologique des pêcheurs sénégalais laisse apparaître de grandes difficultés pour cette catégorie d'acteurs à se convertir vers d'autres secteurs d'activités, faute de formation scolaire ou professionnelle. Dès leur bas âge, les jeunes enfants des pêcheurs sont transmués en main-

d'œuvre supplémentaire. C'est ce qui explique l'importance de la reproduction sociale dans le milieu pêche, démographie augmentant mécaniquement le nombre de pêcheurs. Ainsi, le métier de pêcheur étant héréditaire, la reconversion vers d'autres activités reste une issue peu envisageable. A tout cela, il faut ajouter une problématique plus générale d'absence de politiques publiques d'emplois et d'insertion des jeunes sénégalais si l'on prend de façon pertinente et effective les spécificités du secteur de la pêche artisanale.

Le manque de politiques sociales du secteur de la pêche artisanale fait partie d'un problème plus général d'absence de politiques publiques efficaces orientées dans la création d'emplois, l'encadrement et l'épanouissement social des jeunes sénégalais.

### Les conséquences désastreuses de l'immigration irrégulière

La recrudescence de l'immigration clandestine par voie maritime occupe le devant de la scène médiatique à cause des nombreux drames humains qui se déroulent en Méditerranée. De nombreuses interrogations se posent alors à propos de ces mouvements de

migrations de plus en plus vifs et mal contrôlables. Ces derniers inquiètent et suscitent des appréhensions négatives, de peurs et de menace sur la stabilité et la cohésion sociale des pays d'accueil.

Aujourd'hui, avec la mondialisation économique, le progrès rapide dans les technologies de l'information, de la communication et des transports, on assiste à un développement extraordinaire de la migration internationale qui engendre des drames humains, obligeant les politiques à gérer les flux migratoires afin d'endiguer le phénomène qui prend des proportions inquiétantes à chaque traversée de la Méditerranée. Le bilan est lourd, chiffres à l'appui, émanant d'organismes officiels, d'organisations de la société civile et de médias du monde entier. La migration est un sujet complexe et délicat, elle est devenue une source de préoccupation pour les pays de destination comme pour toute la communauté internationale, d'autant plus qu'elle fait l'objet maintenant d'un « commerce » très lucratif qui génère des revenus considérables pour ceux qui « aident » les candidats à l'immigration.

La montée de l'immigration irrégulière fait l'objet de nombreuses analyses qui vont de celles qui la considèrent





*Opération de sauvetage des candidats à l'immigration irrégulière*

comme un risque potentiel pour la stabilité et la cohésion sociale des pays de réception, en passant par celles qui se penchent sur son caractère criminel, en la prenant pour une menace criminelle transnationale qui justifierait une coopération internationale à l'échelle mondiale des forces de police et des justices des États. Il y a également, celles qui la voient comme une menace externe à la sécurité de l'État, et représenterait alors, un risque au sens de la défense nationale.

La migration irrégulière préoccupe beaucoup les dirigeants politiques, du fait de son ampleur et de son impact sur les pays de transit et d'accueil. Elle serait la cause de problèmes sociaux, politiques et sécuritaires. La crainte est que cette immigration considérée comme « porteuse de risques », constitue une menace et un danger pour la stabilité, la cohésion sociale et l'identité des sociétés d'accueil. C'est pourquoi, il urge d'apporter des solutions durables pour endiguer le phénomène.

## Apporter des solutions durables pour endiguer le phénomène

Les migrations internationales constituent un sujet de débat important, car les trajectoires, les motifs et les effets

de ces migrations sont complexes. Elles ne sauraient se résumer à des mouvements de populations fuyant une vie difficile dans les pays pauvres ou en proie à des difficultés multiples pour rejoindre les pays occidentaux riches de bénéfices économiques. Toutes les régions du monde sont aujourd'hui concernées par ces flux, comme zone de départ, d'accueil ou de transit. L'Europe reste le premier continent d'accueil de migrants à travers la Méditerranée.

Les événements nouveaux concernant les flux et les politiques migratoires montrent les difficultés qu'il y a à gérer la migration dans sa totalité et sa complexité, notamment au regard des faits souvent dramatiques qui se produisent au large des côtes européennes : espagnoles et italiennes particulièrement, où de nombreux migrants « clandestins », ceux du moins qui échappent à la mort, sont refoulés aux frontières, sans compter les dérapages qui se produisent dans les aéroports lors de rapatriements forcés des demandeurs d'asile à la recherche d'un lieu d'accueil. Malgré tout, il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Face à l'amplification du phénomène, des solutions durables doivent être proposées par les pouvoirs publics pour endiguer ce péril humain.

Au-delà des nombreux questionne-

ments qui se posent à propos de l'immigration irrégulière, il faut soulever l'impérieuse nécessité de déconstruire l'imaginaire social consistant à faire de l'Europe un eldorado pour des jeunes désespérés en quête de lendemain meilleur. Pour le cas spécifique de la pêche artisanale, il s'agira pour endiguer le phénomène d'accompagner les jeunes pêcheurs à se reconvertir vers d'autres activités porteuses d'avenir (exemple de l'agriculture), de développer un système d'assurance sociale adoptée à la pêche artisanale afin de couvrir les jeunes, et plus globalement de préserver les ressources halieutiques et de valoriser davantage les captures afin de rendre le métier plus attractif pour les milliers de ruraux qui s'y adonnent. En rendant le secteur de la pêche artisanale plus attractif et de ce fait maintenir les pêcheurs au Sénégal, contribuerait à amoindrir significativement la migration par voie maritime puisqu'ils en sont les acteurs principaux. Enfin, il faut résoudre le problème plus général d'absence de politiques publiques efficaces orientées dans la création d'emplois, l'encadrement et l'épanouissement social des jeunes sénégalais.

**B. D. SADIO**

### Le sport, un enjeu territorial d'importance



Vue panoramique du stade Abdoulaye WADE

**Le sport est pleinement ancré dans nos sociétés et reste un domaine transversal à beaucoup d'autres (économie, politique, social, urbanisme, événementiel, médias, culture, etc.), et qui impacte nos espaces et nos territoires. De par sa transversalité, sa diversité de typologie d'acteurs, et ses enjeux associés, le sport est une thématique territoriale à part entière. Les territoires institutionnels en sont conscients et savent que le sport possède un rôle non négligeable dans la santé, l'éducation, ou encore, la cohésion sociale. Comment le sport peut-il être l'expression d'une identité territoriale forte ? Comment et pourquoi un territoire institutionnel peut-il profiter d'une entité sportive afin d'ancrer une identité forte ? Quel est l'intérêt pour un territoire de l'existence d'une collaboration forte entre le territoire et une entité sportive qui s'y rattache ? Voilà quelques questions auxquelles votre magazine Echos des Territoires tente d'apporter une réponse.**

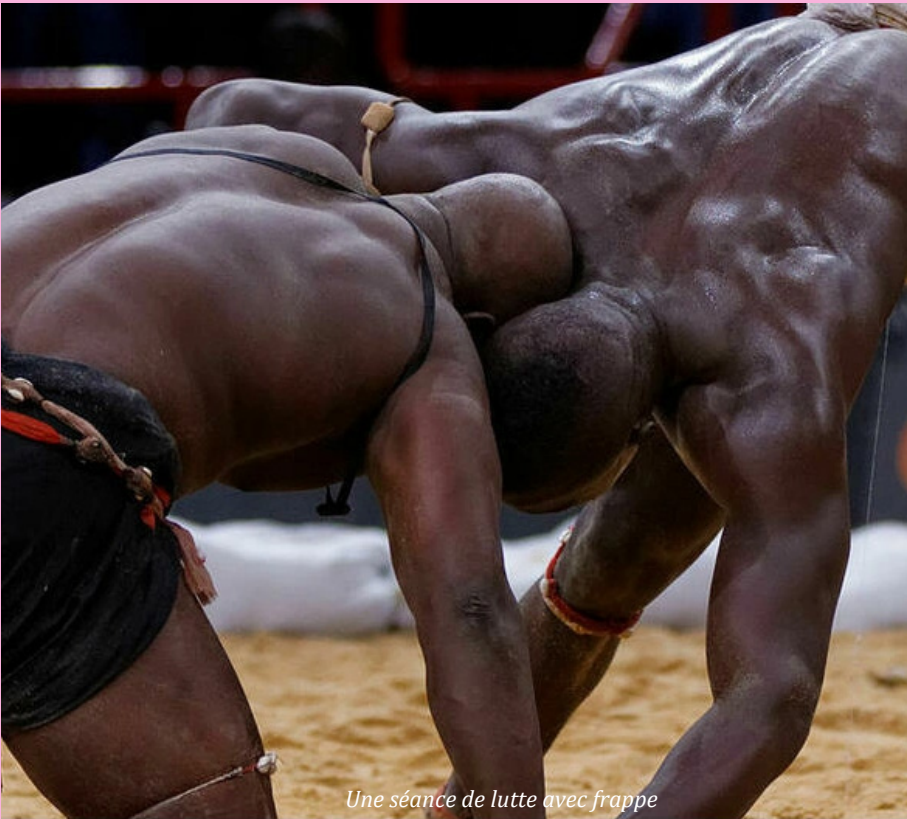
#### **Sport et Identité territoriale : la lutte sénégalaise comme exemple du lien**

Le territoire est un lieu d'enracinement où se construit une culture propre, une relation entre l'Homme et sa terre. Au sens social, un territoire est un « espace approprié, avec sentiment ou conscience de son appropriation » selon Brunet et al. (2009). L'individu ou le groupe s'identifie à travers

un territoire.

D'après Charlot (2001), l'identité territoriale est : « Un ensemble de caractéristiques sociales, géographiques, anthropologiques permettant de définir les particularités d'un territoire (ou d'une communauté) pour le différencier des autres territoires ». La dimension identitaire pour un territoire est un enjeu important, car c'est grâce à elle qu'un territoire peut réussir à se différencier des autres et créer un

sentiment d'appartenance. La fonction de l'identité pour un territoire est donc double : construire un sentiment d'appartenance pour un territoire et se différencier. Le sentiment d'appartenance se traduit par l'attachement d'un individu pour un territoire. Selon Charlot (2001) l'identité locale est l'ensemble des caractéristiques sociales, géographiques, anthropologiques, ethnologiques permettant tant de définir les particularités d'un territoire ou d'une communauté. Pour



Une séance de lutte avec frappe

les chercheurs spécialisés dans le lien entre sport et territoire, l'identité territoriale par le sport « consiste à décliner les éléments qui dans le sport, permettent de reconnaître une ville ou une localité » (Michon et Terret, 2004).

### **Le territoire est un lieu d'enracinement où se construit une culture propre, une relation entre l'Homme et sa terre.**

L'identité territoriale par le sport revient également à mettre en relation un lieu et un sport en déclinant les éléments de ce dernier qui permettent de reconnaître une localité. A cet égard, la lutte avec frappe qui est pratiquée exclusivement au Sénégal, devient en elle-même un support d'identité nationale. Elle est d'ailleurs considérée comme « sport de chez nous », « sport national » pour montrer combien cette discipline sportive et l'identité nationale sénégalaise en viennent à se confondre parfois. Si chaque sport porte l'empreinte de son histoire et de

son appartenance à une culture, la lutte avec frappe fait la fierté du Sénégal au point que la population est contente d'entendre certains chefs d'Etat (notamment Obama et Poutine) manifester leur intérêt à ce « patrimoine culturel » sénégalais.

Il existe une réelle affirmation d'une identité territoriale dans les combats de lutte avec frappe. En effet, la population rurale implantée à Dakar par le biais de l'exode rural, se sentant « dépaycée » (pour ne pas dire « déterritorialisée »), profite des combats de lutte avec frappe pour retrouver leur repère, leur identité territoriale. En réalité, plusieurs auteurs comme SECK (2015) affirment que parmi les expressions identitaires qui s'affirment dans l'arène, celle cristallisée autour d'un terroir est sans doute la plus audible, les lutteurs les plus célèbres mettaient en avant leur origine géographique et se faisaient les porte-étendards de leur terroir. A cet effet, SECK (2015) montre que de nombreux lutteurs portent des surnoms faisant référence à leur origine géographique : « Sa Cayor », « Gambien », « Malien », « Sa Thiès », « Boy Ngoudiane », etc. Lors des confrontations entre lutteurs originaires de territoires différents, une bataille de mobilisation s'observe et peut prendre

l'allure de confrontations interrégionales. Une bataille de mobilisation intense s'observe également chaque fois qu'un combat oppose des lutteurs habitant dans des quartiers « rivaux ». C'est le cas par exemple, lorsqu'un lutteur de Pikine doit affronter un lutteur de Thiaroye, des Parcelles Assainies ou de l'écurie Fass (rivale traditionnelle des Pikinois). Auquel cas, les supporters de Pikine décrètent « la pikinité » (expression synonyme de « tous pour Pikine » qui caractérise la solidarité des supporters de Pikine avec tous les lutteurs issus du département. L'identité territoriale par le sport revient également à mettre en relation un lieu et un sport en déclinant les éléments de ce dernier qui permettent de reconnaître une localité. A cet égard, la lutte avec frappe qui est pratiquée exclusivement au Sénégal, devient en elle-même un support d'identité nationale. Elle est d'ailleurs considérée comme « sport de chez nous », « sport national » pour montrer combien cette discipline sportive et l'identité nationale sénégalaise en viennent à se confondre parfois.

### **Sport et marketing territorial : un partenariat fécond**

Le rapprochement du sport et de la discipline du marketing territorial s'est intensifié ces dernières années, sous l'impulsion des acteurs territoriaux. Le marketing territorial dans le cadre sportif peut être défini comme une démarche globale de marketing qui utilise de façon directe et indirecte le sport, ses représentations et ses acteurs, dans le but d'enrichir l'identité compétitive d'un territoire, d'améliorer sa réputation, d'y générer de plus fortes retombées économiques et sociales et, enfin, de renforcer la mobilisation et la fierté des acteurs locaux. Par ailleurs, il est important de noter que le lien entre le marketing territorial et le sport ne vise pas uniquement à améliorer les retombées économiques, mais aussi les retombées sociales. C'est donc une approche empathique, éthique et holistique qui se développe progressivement au bénéfice de tous.

L'analyse de la littérature et de cas pratiques révèle que le sport joue un rôle



croissant sur un territoire, et pas seulement sous l'angle économique mais également social.

La présence d'équipes sportives, du statut d'amateur aux grands clubs professionnels, peuvent drainer autour d'elles des réseaux professionnels puissants, comme le fait le football dans la Petite Côte à Dakar avec les Académies Génération Foot et Diambars et le club de foot Mbour Petite Côte. Un véritable cluster sportif s'est développé dans ce terroir avec une économie locale dédiée à l'économie du sport. Au-delà de cet aspect, la zone d'installation de ces entités sportives bénéficie également de retombées infrastructurelles certaines avec une disponibilité de sites ou d'équipements spécifiques, comme ceux permettant des pratiques sportives favorisant ainsi la pratique sportive dans la zone. Il n'est d'ailleurs pas surprenant que dans la lignée de Génération Foot et de Diambars que le club de Mbour Petite Côte ait connu une ascension si rapide pour figurer dans le gratin du football professionnel sénégalais.

Le sport permet également d'agir sur la réputation de long terme du territoire. Indéniable vitrine pour un territoire, le sport peut jouer un rôle important sur son image, et plus globalement sur son capital marque, qui correspond à

la réputation de long terme. L'exemple du Casa Sport et de son Club de supporter Allez Casa est pertinent dans ce cas. En effet, le club fanion de la région Sud a un club de supporter qui fait sien les valeurs d'endurance, de respect et de combativité qui forge la réputation des habitants de la Casamance. Ces valeurs ancrées dans la socio-culture locales sont portées par le club et par le club de supporter du club. Ce qui a valu à ce club de supporter de devenir aujourd'hui un club de supporter officiel de l'équipe nationale du Sénégal. Leur présence remarquée dans les tribunes lors des dernières compétitions internationales jouées par la sélection sénégalaise a été une vitrine d'exposition remarquable pour la région naturelle de la Casamance et une fabrique de réputation que plusieurs campagnes de publicité n'auraient pas permis d'atteindre.

**Indéniable vitrine pour un territoire, le sport peut jouer un rôle important sur son image, et plus globalement sur son capital marque, qui correspond à la réputation de long terme.**

Les exemples présentés montrent que le sport a un véritable potentiel dans le développement des territoires, qu'ils soient ruraux, côtiers, périphériques ou métropolitains. En mobilisant les techniques et les bonnes pratiques du marketing territorial, les acteurs sportifs et territoriaux peuvent, sous certaines conditions, intensifier les retombées économiques, mais aussi humaines et sociales faisant de l'association sport et marketing territorial une association gagnante.

### **Le sport : une réalité politique et géopolitique**

Le sport revêt un caractère éminemment politique et se place aujourd'hui comme un acteur géopolitique de premier plan. Les tensions géopolitiques se transposent de manière mécanique dans le monde sportif et ce dernier utilise avec intelligence l'engouement qu'il peut susciter afin de se positionner comme un acteur politique direct ou indirect.

Au niveau international, le Football Club de Barcelone est l'exemple qui peut venir à l'esprit lorsqu'on veut parler du lien entre sport et politique. Communément appelé Barça, ce club catalan, dans un contexte de volonté indépendantiste de cette partie



l'Espagne est intimement lié à sa région d'accueil, d'abord par son histoire, puis par l'adoption de nombreux symboles de la lutte catalane pour l'indépendance.

En réalité, Le Barça est l'institution sociale la plus connue en Catalogne, selon le Président Bartomeu, un des présidents du Club historique. Dans une Espagne « royaliste et espagnole » le club a toujours défendu les valeurs catalanistes et la langue catalane, langue officielle dans tous les documents du club devenant ainsi le porte drapeau des indépendantistes catalans.

L'histoire du Barça et celle de Barcelone sont indissociables. De nombreux faits depuis sa création l'attestent. Ainsi, tous les ans depuis 1919, lors de la journée nationale de la Catalogne, le président du club, des dirigeants, l'équipe et des supporters disposent des fleurs devant le monument de Rafael Casanova à Barcelone, en hommage à tous les martyrs morts pour la patrie catalane pendant leur lutte contre le pouvoir central en 1714. De plus, depuis 1936, le club devient une figure de résistance et de lutte antifranquiste en Catalogne. Ainsi, au début de la Guerre Civile espagnole, plusieurs joueurs du Barça ont pris les armes dans le camp républicain.

Le club a payé cher son engagement. Ainsi, en 1936, le président du club Josep Sunyol, est fusillé par les soldats franquistes. Le 16 mars 1938, les franquistes, bombardent la ville de Barcelone. Le siège social du club est détruit. C'est dans ce climat que plus d'un an et demi avant la mort Franco, la victoire 0-5 du 17 février 1974 au stade madrilène Santiago Bernabeu contre le Real Madrid par l'équipe dans laquelle jouait Johan Cruyff est considérée comme un des premiers pas vers la transition démocratique. Récemment, lors de leur tentative de scission de la tutelle de Madrid, les indépendantistes catalans ont eu le soutien indéfectible des socios du Barça et le club a joué sa partition dans la tentative de faire passer la « pilule indépendantiste » allant jusqu'à envisager de jouer en Ligue 1 française si nécessaire.

**Le sport revêt un caractère éminemment politique et se place aujourd'hui comme un acteur géopolitique de premier plan.**

Au niveau national, le Casa Sport joue également un rôle majeur dans l'affirmation d'une identité sénégalaise à la Casamance devenant ainsi un acteur dans la dynamique de la recherche d'une paix définitive dans la région sud du Sénégal. En effet, le Casa Sport est le club fanion de la région naturelle de la Casamance. Cette région victime d'une crise irrédentiste depuis 40 ans voit à travers ce club qui fait les beaux jours du football sénégalais un moyen de fédérer tous les Fils de la Casamance autour d'un projet commun. Ainsi la jonction de toute la Casamance autour d'une entité locale qui s'inscrit dans un projet national est la meilleure preuve pour ceux qui affirment une sénégalité de la Casamance que cela est une réalité que les enfants de la région démontrent sur le terrain. A partir de ce moment, l'état dans une volonté de répondre à ceux qui refusent de reconnaître sa sénégalité à la Casamance a fait de ce club un ambassadeur du foot sénégalais. Ainsi, le club des supporters du casa Sport fait partie aujourd'hui des groupes officiels de supporters de l'équipe nationale du Sénégal. Ainsi est créé un lien direct entre la Casamance et équipe nationale symbole de l'unité nationale à travers le Casa Sport et son club de supporter.

P.A.DIOP

## 78<sup>ÈME</sup> SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

# Le Président Macky SALL plaide pour une réforme de la gouvernance mondiale



*L'intervention du Président Macky SALL à la 78e session ordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU*

**La prise de parole du Président de la République Macky SALL était très attendue à la tribune des Nations Unies, le mardi 19 septembre 2023. Lors de la 78 e Session ordinaire de l'Assemblée générale, le Chef de l'Etat a plaidé pour une réforme de la gouvernance politique, économique et financière mondiale.**

« Le thème de cette session nous rappelle que l'idéal à la base du multilatéralisme, c'est de créer et promouvoir entre les pays des relations confiantes, solidaires et inclusives. » Ce sont en ces termes que le Président de la République s'est adressé à l'Assemblée générale des Nations Unies pour jeter un regard critique sur le système multilatéral.

« Le Sénégal reconnaît les services appréciables que le système des Nations Unies et celui de Bretton Woods rendent aux pays membres depuis près de quatre-vingts ans. Mais nous savons tous que le système multilatéral, héritage d'un passé révolu, est devenu obsolète », a laissé entendre le

Président SALL à la tribune de l'ONU.

« Or, comme l'a justement alerté le Secrétaire général Antonio Guterres, un système qui continue d'ignorer les réalités de son temps et les besoins de plus de trois quarts de ses pays membres, accentue les inégalités, génère les conditions de sa contestation, et provoque le risque de sa fragmentation », a-t-il affirmé.

« Si nous voulons éviter cette fracture, la sagesse commande de réformer la gouvernance politique, économique et financière mondiale, afin qu'elle soit plus représentative de la diversité, et conforte ainsi sa légitimité », a déclaré le Chef de l'Etat face à ses homologues.

« Nous pouvons y arriver si nous y mettons la volonté politique nécessaire. Le G20 l'a montré en admettant l'Union Africaine comme membre de plein droit. Je remercie vivement les membres du Groupe pour leur soutien unanime à cette initiative que le Sénégal avait portée lors de sa présidence en exercice de l'Union Africaine », a-t-il ajouté lors de son discours très attendu. Car c'est le dernier du genre qu'il va prononcer à la Session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, en tant que Chef d'Etat.

« Nous souhaitons que l'exemple d'inclusion ainsi donné par le G20 soit suivi par le Conseil de Sécurité et les Institutions de Bretton Woods, pour

un multilatéralisme plus représentatif des intérêts de tous ses membres. De même, le Sénégal reste attaché à la vision de relations internationales apaisées, fondées sur l'égalité de dignité des peuples, des cultures et des civilisations », précise-t-il. Avant de rappeler : « Le 31 octobre 1961, soit un an après l'indépendance de notre pays, le Président Léopold Sédar Senghor exprimait ici cette vision par ces mots : je le cite : « une civilisation particulière... ne saurait s'imposer seule sans dresser contre elle la majeure partie de l'humanité ».

Soixante-deux ans après, a affirmé le Président SALL, notre position reste la même : entre peuples libres, dont l'histoire et les réalités socioculturelles sont diverses, il ne peut y avoir de légitimité pour certains de définir et imposer à tous une seule façon de vivre, comme un « prêt à porter civilisationnel ».

« Ce qui va pour les uns, ne va pas forcément pour les autres. Ensemble, nous pouvons pratiquer nos valeurs communes. Mais ensemble, nous devons respecter nos différences. Voilà, pour le Sénégal, ce qui doit fonder un universalisme revitalisé, plus ouvert et plus efficace dans la prise en charge des défis de notre temps », a déclaré le Chef de l'Etat.

### **Une civilisation particulière...ne saurait s'imposer seule sans dresser contre elle la majeure partie de l'humanité**

Lors de cette 78<sup>e</sup> Session ordinaire de l'ONU, le Président de la République a également relevé que depuis la dernière session, l'état du monde ne s'est pas amélioré. De fait, a soutenu le Chef de l'Etat, pour des millions de personnes, le quotidien reste marqué par la peur, la violence, la pauvreté et les inégalités. Nombre de pays continuent de subir l'impact économique et social de la pandémie. Le réchauffement climatique a atteint un niveau

sans précédent, a-t-il constaté. «La tragédie de l'émigration clandestine rappelle la nécessité de mettre en œuvre le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, et de poursuivre sans relâche la lutte contre les réseaux criminels qui organisent le trafic illicite d'êtres humains », a dit le Président SALL.

### **Il n'y a pas de paix à maintenir là où il s'agit plutôt de la restaurer, en combattant des groupes armés qui pillent et endeuillent au quotidien des populations innocentes, occupent des territoires entiers et menacent des États dans leur existence**

Le Chef de l'Etat a fait part de sa « grave préoccupation » face à la résurgence des coups d'État en Afrique, réitérant sa ferme condamnation de toute forme de changement anticonstitutionnel de gouvernement. L'urgence du moment, pour le Président SALL, c'est aussi le terrorisme qui continue de gagner du terrain sur le continent, « sans réaction appropriée du Conseil de sécurité ». Il a rappelé que le Sénégal avait alerté à maintes reprises, notamment lors de son mandat en tant que membre non permanent de l'organe en 2016-2017, sur l'inefficacité des opérations de maintien de la paix en Afrique dont les mandats et les équipements ne répondent guère à la nature des situations. « Il n'y a pas de paix à maintenir là où il s'agit plutôt de la restaurer, en combattant des groupes armés qui pillent et endeuillent au quotidien des populations innocentes, occupent des territoires entiers et menacent des États dans leur existence », a martelé le Président de la République, évoquant pour illustrer son propos les « péripéties tumultueuses » de deux missions de paix en Afrique.

Dans le même esprit, le Chef de l'Etat a appelé à la désescalade et au règlement pacifique de la guerre en Ukraine et renouvelé son soutien au droit du peuple palestinien à un État viable, coexistant pacifiquement avec l'État d'Israël, chacun à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues.

Enfin, le Président Macky SALL a rappelé que le 25 février 2024 se tiendra l'élection présidentielle sénégalaise, qui, a-t-il assuré, sera, comme les précédentes, « démocratique, libre et transparente ». Et le 2 avril, a-t-il assuré, il passera le pouvoir à son successeur après 12 ans à la tête de son pays. Porter la voix du Sénégal, nouer et entretenir des amitiés dans ce concert des nations où s'harmonisent « nos efforts communs vers nos fins communes », aura été un grand honneur pour lui.

### **Le Président Macky SALL a co-présidé la Table ronde n°6 du Forum politique de haut niveau pour le développement durable**

A signaler que, lors de la 78<sup>e</sup> Session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Président Macky SALL a co-présidé la Table ronde n°6 du Forum politique de haut niveau pour le développement durable, avant l'ouverture des débats. Celle-ci avait pour thème : « Unité et solidarité : mobiliser le financement et l'investissement ainsi que les moyens de mise en œuvre pour la réalisation des Objectifs de Développement durable vers la paix, périté, le progrès et la durabilité pour tous ».

### **Porter la voix du Sénégal, nouer et entretenir des amitiés dans ce concert des nations où s'harmonisent « nos efforts communs vers nos fins communes », aura été un grand honneur pour lui.**



La 78e session ordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU

« Le thème de cette Table ronde pose toute la problématique de l'action de nos pays et de leur interaction pour relever ensemble le défi de la réalisation des ODD. Nous parlons ici d'unité, de solidarité, de mobilisation du financement et de l'investissement. Ce sont les leviers clés pour atteindre les ODD », déclaré le Chef de l'Etat dans ses propos liminaires.

Avant de poursuivre : « La question reste de savoir comment actionner ces leviers pour y arriver. Le Secrétaire général a de nouveau sonné l'alerte. D'après son dernier rapport sur l'état d'avancement des ODD, il faut mobiliser au moins 500 milliards de dollars par an pour la réalisation de l'Agenda 2030. Ce n'est pas hors de portée si le développement durable reste au cœur de nos priorités. Tout est question de volonté politique ».

« Comme nous parlons de solidarité, ma première observation, c'est que

nous devons davantage nous mobiliser pour la mise en œuvre effective de l'Initiative du G20 sur la suspension du service de la dette. Nous savons qu'à quelques exceptions près, l'Initiative ne répond pas encore aux attentes. Il en est même de la réallocation partielle des Droits de Tirage spéciaux », a précisé le Président SALL.

Sous ce rapport, il rappelle que ces deux leviers sont censés soutenir les efforts de résilience et de relance post COVID des pays en développement éligibles.

Deuxième observation, ajoute le Président SALL, s'agissant de la mobilisation des ressources, l'Afrique est sous financée en termes de volume, et mal financée quand on considère les nombreux obstacles qu'elle rencontre pour l'accès au crédit. Es pays en développement, africains en particulier, supportent des coûts d'emprunt jusqu'à 8 fois supérieurs à ceux des pays développés.

Troisième observation, a indiqué le Chef de l'Etat, si nous voulons changer le cours des choses, il faut inévitablement réformer les règles de la gouvernance économique et financière internationale, y compris les critères de notation des agences d'évaluation.

« Quatrièmement, il nous faut tirer les leçons de l'aide publique au développement. Elle est certes encore nécessaire pour accompagner certains secteurs, mais l'aide ne peut pas développer un pays », a-t-il laissé entendre.

« Cinquièmement, enfin, il est important que le projet de réforme de l'architecture financière internationale intègre la lutte contre les pratiques fiscales abusives (éviterment fiscal, congés fiscaux abusifs, évasion fiscale) qui privent les pays de ressources nécessaires au financement du développement », a conclu le Président de la République.

**Sonia BASSE**



## PRIX MONDIAL DU LEADERSHIP EN FINANCE ISLAMIQUE 2023

### Le Président Macky SALL célébré pour sa contribution exceptionnelle



*Le Président Macky SALL lauréat du Prix mondial du leadership en Finance islamique (édition 2023)*

**Le Prix mondial du leadership en Finance islamique édition 2023 a été attribué au Président Macky SALL en reconnaissance des réformes hardies qu'il a introduites dans les domaines bancaire, fiscal, des assurances, du waqf, des sukuks entre autres, pour promouvoir les activités de la finance islamique au Sénégal. Il a reçu cette distinction, le jeudi 14 septembre 2023 à Dakar, en présence du président du Conseil économique, social et environnemental, Abdoulaye Daouda Diallo, et du Premier ministre Amadou Ba.**

**L**e Chef de l'Etat est célébré pour sa contribution pertinente et exceptionnelle aux mécanismes bancaires, financiers et autres pratiques commerciales islamiques, en tant que systèmes viables et intégrés au sein de l'architecture financière internationale.

Créé en 2011 par la Firme britannique Edbiz Corporation, spécialisée dans la finance islamique, ce prix vise à reconnaître et récompenser l'innovation, la réussite, la stratégie et les changements progressifs et inspirants qui se produisent au sein de la communauté financière islamique mondiale.

Avec un volume d'actifs financiers estimé, en 2022, à plus de 4 000 milliards de dollars dans le monde, la finance islamique représente une belle opportunité pour le Sénégal qui s'apprête à démarrer l'exploitation de ses ressources pétrolières et gazières. En effet, elle offre de réelles possibilités de financement pour les projets d'énergie renouvelable, l'efficacité énergétique, l'exploration et la production d'énergie, les infrastructures énergétiques. Il s'agit d'un levier efficace pour réduire la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre, tout en améliorant la durabilité économique et environnementale.

La finance islamique constitue également un bon guichet pour d'autres projets prioritaires, comme l'autosuffisance alimentaire avec un important besoin d'investissement en termes d'amélioration des infrastructures agricoles comme les moyens d'irrigation, ou encore de renforcement de la production dans le secteur de l'élevage.

Au Sénégal, plusieurs initiatives sont en cours avec notamment le Programme de développement de la Microfinance Islamique au Sénégal (Promise).

Le Programme de développement de la Microfinance Islamique au Sénégal (Promise) traduit la volonté du Président Macky SALL de proposer aux populations des mécanismes innovants de financement des jeunes, des femmes et des PME conformément au premier pilier du Plan Sénégal Emergent relatif à la transformation structurelle de l'économie et à la croissance. Mis en place avec l'appui de la Banque Islamique de Développement (BID), le Promise se veut une structure de référence en matière de financement islamique en intervenant autant dans la structuration que dans le financement proprement dit.

Naturellement, le Promise travaille également à la promotion de la culture financière islamique des populations sénégalaises.

## Mieux comprendre la finance islamique

La finance islamique est un mode de financement inclusif dont les principes reposent sur la foi, l'éthique et la solidarité. Également appelée finance participative ou alternative, elle vise à impacter directement l'économie réelle grâce à ses principes d'intervention et à son mode de fonctionnement qui ne considèrent plus l'argent comme une marchandise mais un simple moyen. En effet, la finance islamique se caractérise par la prohibition de l'intérêt et par la responsabilité sociale de l'investissement. C'est ainsi que toutes les transactions ayant recours à l'intérêt ou à la spéculation sont interdites.

La finance islamique prend en charge toutes les activités financières et commerciales qui respectent les principes du droit et de la jurisprudence islamique, communément appelés Charia ou loi islamique.

## Les récipiendaires du prix mondial du leadership en finance islamique

Le Prix mondial du leadership en Finance islamique édition 2023 a été attribué au Président Macky SALL en reconnaissance des réformes hardies

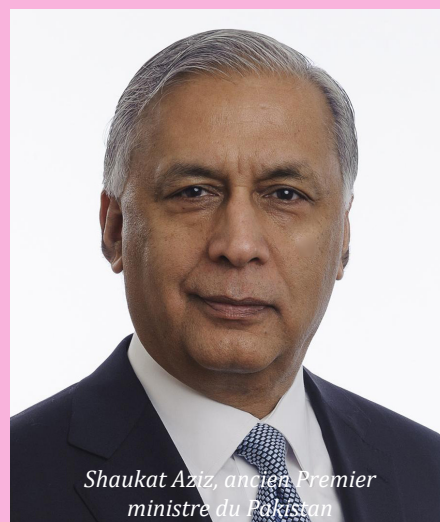
qu'il a introduites dans les domaines bancaire, fiscal, des assurances, du waqf, des sukuks entre autres, pour promouvoir les activités de la finance islamique au Sénégal. Parmi les anciens lauréats de ce prestigieux prix figurent notamment :

- Ismail Omar Guelleh, Président de la République de Djibouti ;
- Joko Widodo, Président de la République d'Indonésie ;
- Son Altesse Muhammadu Sanusi II, Émir de Kano, (Nigeria);
- Nursultan Nazarbayev, ancien président de la République du Kazakhstan
- Shaukat Aziz, ancien Premier ministre du Pakistan ;
- Le Sultan Nazrin Shah de Perak, (Malaisie) ;
- Tun Abdullah Badawi, ancien Premier ministre de Malaisie.

**Sokhna NDAO**



*Nursultan Nazarbayev, ancien président de la République du Kazakhstan*



*Shaukat Aziz, ancien Premier ministre du Pakistan*



*Ismail Omar Guelleh, Président de la République de Djibouti*



*Le Sultan Nazrin Shah de Perak, (Malaisie)*



*Joko Widodo, Président de la République d'Indonésie*



*Son Altesse Muhammadu Sanusi II, Émir de Kano, (Nigeria)*



*Tun Abdullah Badawi, ancien Premier ministre de Malaisie*

## Le barrage d'Affiniam recouvre sa vocation d'antan



*Le nouveau barrage d'Affiniam*

**La réhabilitation et la mise en service du barrage d'Affiniam, reconnu comme poumon de l'agriculture de la région de Ziguinchor, est un événement majeur pour l'ensemble de la population. L'infrastructure s'était retrouvée dans un état de décrépitude inquiétant depuis de longues années. Le barrage d'Affiniam recouvre aujourd'hui sa vocation d'antan, au grand bonheur de la population, grâce à la volonté politique du Président de la République, Macky SALL.**

Situé dans l'arrondissement de Tendouck, département de Bignona à une trentaine de kilomètres de Ziguinchor, le barrage d'Affiniam est le fruit des accords de coopération signés, le 23 novembre 1973 à Beijing, entre la République Populaire de Chine et le Sénégal. La pose de la première pierre avait eu lieu le 8 mai 1980 sous l'égide de Abdou Diouf alors Premier ministre. Les travaux de construction démarrèrent réellement le 30 novembre 1984 pour s'achever le 30 avril 1988. La réception technique de l'ouvrage avait eu lieu le 10 juin 1988. Mais celui-ci sera remis officiellement aux autorités sénégalaises le 21 octobre 1988.

C'est un ouvrage érigé sur une vallée communément appelée marigot de Bignona, un affluent de la rive droite du fleuve Casamance qui polarise plusieurs rivières d'une longueur de 88 km dont 66 km soumis à l'influence des marées. Le bassin versant du marigot a une superficie de 620 km<sup>2</sup> alors que la superficie brute des bas-fonds en amont du barrage des de 11 480 hectares dont 5 600 ha envahis par la langue salée. D'un coût estimé à six milliards, l'ouvrage dispose de cinq composantes : un évacuateur de crues muni de cinq vannes ; un passage d'embarcation qui est une voie de navigation à pente inclinée qui permet le

déplacement des pirogues ; un barrage de bouchure situé sur l'ancien lit du marigot et une digue contre la marée d'une longueur de 3 970 mètres et qui barre la zone inondable de la vallée.

Le barrage visait plusieurs objectifs : empêcher la remontée des eaux salées en amont de l'ouvrage tout en permettant l'évacuation vers l'aval des eaux de drainage issues du lessivage des terres salées et des eaux de crues ; maîtriser les eaux de ruissellement du bassin versant pour l'alimentation en eau des terres rizicultivables ; dessaler progressivement les terres (près de 6000 hectares de terres de bas-fonds)



*Le barrage d'Affiniam remis à neuf au grand bonheur de la population*

ainsi protégées en vue de leur mise en valeur ; sécuriser et améliorer la production afin d'atteindre l'autosuffisance alimentaire ; limiter l'exode rural, etc. Une quarantaine d'agents dont des ingénieurs, techniciens, agents administratifs, de maintenance et de sécurité sont depuis appelés à travailler voire à résider sur le site pour les besoins des aménagements des terres. Toutes les dispositions semblaient ainsi être prises. Toutes conditions de succès étaient réunies donnant au projet toutes les chances d'atteindre sa vitesse de croisière.

Le barrage d'Affiniam émane d'une volonté politique des autorités d'alors de faire du Sénégal un pays autosuffisant au plan alimentaire. La réalisation d'un tel objectif passait par la mise en valeur des terres protégées par l'ouvrage et qui sont ainsi réparties : 5 880 ha de terres douces dont une grande partie souffre déficit hydrique et 5 600 ha de terres envahies par le sel et qui font l'objet d'un processus de dessalement. La Chine, réputée pour sa technologie très avancée dans le domaine rizicole fut choisie comme partenaire technique et financier. Elle avait pour mission principale de mettre en valeur les terres protégées par l'aménagement secondaire des zones de riz cultivables et l'utilisation des variétés de riz adapté. Coût de l'opération : 50 milliards FCFA sur une durée de 25 ans. Les travaux avaient été engagés et leur qualité suscitait déjà beaucoup d'espoir au sein de la population. Alors que la réalisation de l'aménagement secondaire n'était pas achevée, un événement diplomatique inattendu survint et brisa

l'élan du projet. Il s'agit de la rupture des relations diplomatiques, le 9 janvier 1996, entre le Sénégal et la Chine, causant le retrait des coopérants chinois deux jours après. Au bout du compte, les résultats escomptés à travers les études techniques sur le projet produisent des effets contraires. La viabilisation des terres tomba à l'eau. Le barrage entrainera la perte de plus 7000 ha. Les conséquences fâcheuses n'épargneront pas les localités situées dans les territoires du Buluf, du Niomone et de Tenghory. Les riverains étaient durement éprouvés face à ce qui était devenu un péril écologique pendant de longues années.

La réhabilitation était devenue impérieuse. Les années passent, mais le mal persiste. Au point que la population ne savait plus à quel saint se vouer. Arrivé au pouvoir, le président de la République Macky SALL inscrit l'autosuffisance alimentaire au cœur de sa gouvernance économique. Dans la volonté politique de réaliser des aménagements hydro agricoles, le Chef de l'Etat décide ainsi de réhabiliter le barrage d'Affiniam. Il affirmera cet engagement lors du conseil des ministres décentralisé à Ziguinchor. En 2017, le premier acte sera posé avec l'accord trouvé entre le gouvernement du Sénégal et la partie chinoise. Le 15 juillet de la même année, des experts chinois s'étaient rendus sur le site. Leur visite sera sanctionnée par la signature d'un procès-verbal, le 26 juillet 2017, au siège du Ministère de l'Agriculture. Ainsi les modalités pratiques de mise en œuvre rapide du projet ont été déclinées.

Moussa BALDE, qui était à l'époque le ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural, avait procédé au lancement officiel des travaux de réhabilitation du barrage, le 20 novembre 2019, à Affiniam, dans le département de Bignona, au grand bonheur des populations de la commune de Mangagoulack et environ. C'était en présence de l'ambassadeur de la République Populaire de Chine, Zhang Xun.

Conformément aux directives du président Macky SALL, les travaux du barrage ont été exécutés en mode « fast-track » sur une période de six mois. L'ouvrage achevé dans les délais prescrits, a permis aujourd'hui de relancer les activités agricoles dans cette partie du département de Bignona. Les attentes des populations ont été prises en compte, avec à la clé une gestion scientifique du projet, des améliorations continues, des fournitures de produits de qualité et une utilisation de technique avancées.

C'est un nouveau barrage que le Président SALL a offert à la zone et que celui-ci va contribuer davantage au développement agricole du Sénégal. Grâce à la réhabilitation du barrage d'Affiniam, un potentiel de plus de 11 000 ha de terre rizicultivables pourra être ainsi valorisé par les populations. Avec les expériences tirées de la coopération chinoise en matière de riziculture en Casamance, cet ouvrage va également promouvoir la diversification agricole et contribuer à atteindre les objectifs d'autosuffisance en riz pour le bonheur des populations. A cela va s'ajouter une politique de valorisation de l'ouvrage avec la mise en place d'aménagements secondaires constitués de périmètres irrigués couplés à des blocs maraîchers destinés aux femmes.

La construction et la mise en service du barrage d'Affiniam, reconnu comme poumon de l'agriculture de la région de Ziguinchor, vont jouer un rôle important dans la production agricole et l'autosuffisance alimentaire en Casamance.

**Ibrahima Khalil SANE**

## Festival Bideew : explorer les relations entre art, gastronomie, astronomie, sciences et technologie



Le festival Bideew, qui se tiendra du 19 au 22 octobre 2023 à Tene Toubab à Ngekhokh et à Ngaparou au Sénégal, explorera les cinq éléments que sont l'Art, la Gastronomie, l'Astronomie, les Sciences et la Technologie. Le festival est conçu pour susciter des débats et apporter des éléments de réponses, tout en étant un temps de rencontres et d'échanges riches en émotions, en découvertes et en expériences diverses. L'objectif est d'être un festival à la fois studieux, festif et populaire. Les ateliers, les débats et les expositions sur la technologie numérique, l'art culinaire, la pêche artisanale, l'astronomie, le théâtre, la danse et les performances artistiques, entre autres, seront ouverts aux festivaliers.

Le festival s'adresse à différents publics, notamment les cultivateurs, les étudiants, les élèves, les artistes, les scientifiques, les astronomes, les jardiniers, les cuisiniers, les conservateurs du patrimoine, les pêcheurs, les herboristes et les bidouilleurs, ainsi que le grand public. Les organi-

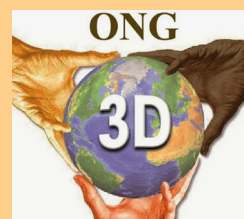
sateurs cherchent à faire comprendre à la jeune génération de pêcheurs et d'agriculteurs la relation entre l'agriculture, la pêche et ce qui se passe dans le ciel. Des ateliers et des débats animés par des ingénieurs agronomes, des astronomes, des botanistes, des herboristes et des jardiniers seront proposés.

Le festival abordera également l'activité scientifique au Sénégal. Bien que les matières et séries scientifiques ne soient pas très populaires auprès des élèves et des étudiants, le gouvernement sénégalais encourage de plus en plus les jeunes à choisir les disciplines scientifiques en ouvrant de nouveaux lycées spécialisés et en offrant des bourses aux élèves. Des associations telles que l'Association Sénégalaise pour la Promotion de l'Astronomie (ASPA) ou Ker Imagination font également beaucoup dans la promotion de la culture scientifique. Un panel de discussion et des ateliers d'échanges entre des scientifiques locaux et internationaux seront organisés pour éclairer le public sur l'état d'avancement de la recherche scientifique au

Sénégal.

Enfin, la gastronomie est un autre élément qui sera exploré lors du festival. De plus en plus de gens font la relation entre ce qu'ils mangent et les différentes maladies qui gangrènent la société. Le festival cherche à sensibiliser le public sur ce sujet en proposant des ateliers de cuisine et des discussions sur la relation entre l'alimentation et la santé. En somme, le festival Bideew est une occasion de rassembler différents publics autour de sujets qui impactent notre quotidien et notre avenir.

# NOS PARTENAIRES



# Plateforme ACT Pencum Goxx yi

## Un portail pour nos terroirs



# Pencum Goxx yi



*La Plateforme des Acteurs territoriaux pour la Coopération territoriale*

Créée à l'initiative de la Commission nationale du Dialogue des Territoires (CNDT), la Plateforme inscrit ses actions dans un partenariat étroit avec les associations d'élus territoriaux que sont l'Association des Maires du Sénégal (AMS) et l'Association des Départements, des ONG actives dans la décentralisation et le Développement territorial telles que IPAR, Enda GRAF SAHEL, Enda ECOPOP, des instituts et écoles de formation tels que ISI, ESEA, UCAD et l'Université Gaston BERGER.

La Plateforme des Acteurs territoriaux pour la Coopération territoriale (PACT) poursuit les objectifs suivants :

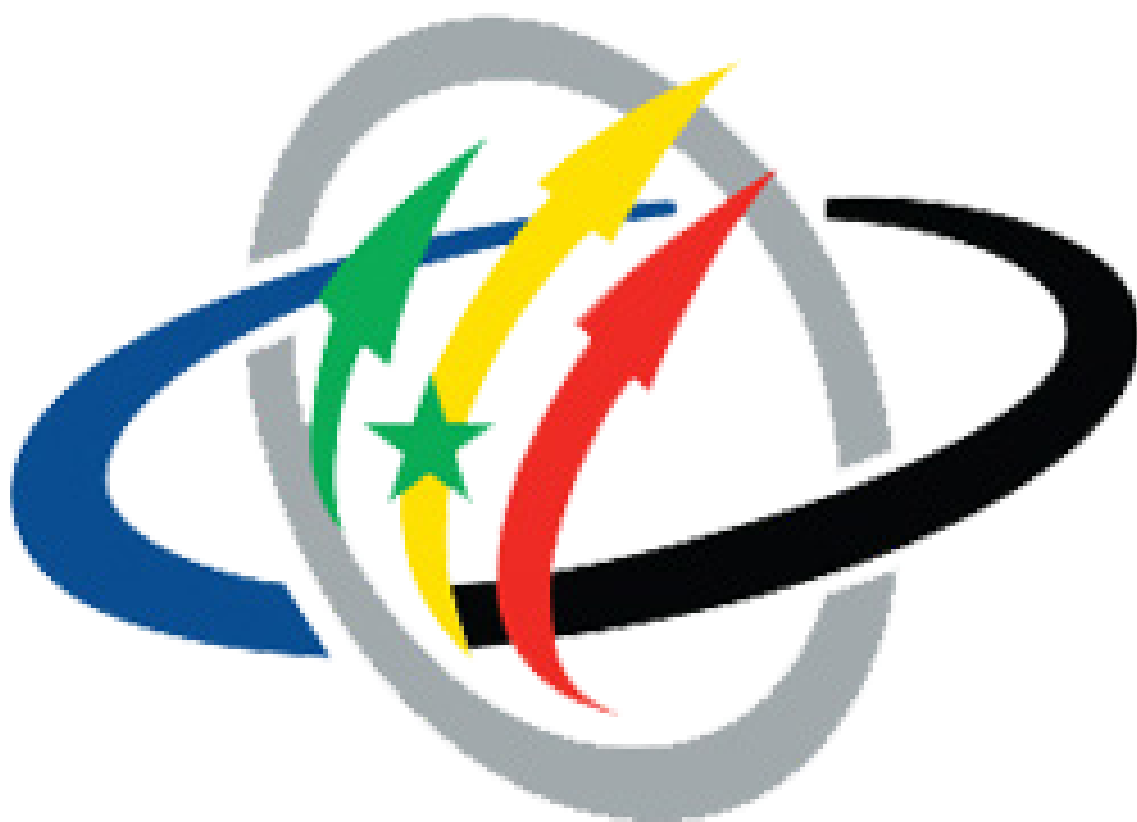
Favoriser le Dialogue des territoires à travers la mise en réseau des Collectivités territoriales autour de thématiques spécifiques à la Décentralisation notamment l'Intercommunalité et la Coopération territoriale ;

Encourager la capitalisation des bonnes pratiques et la synergie d'actions de développement communautaire entre les Collectivités territoriales, la Société civile et les Partenaires techniques et financiers ;

Faciliter la mise à disposition d'experts de la décentralisation pour accompagner les acteurs territoriaux dans leurs projets de coopération pour le développement territorial ;

Promouvoir les outils d'ingénierie territoriale innovants pour accompagner les Collectivités territoriales dans leurs missions de planification stratégique, d'identification et de formulation de projets et programmes de développement territorial.

**Le lien pour accéder à la plateforme: [pact.sn](http://pact.sn)**



# CNDT

[www.cndt.sn](http://www.cndt.sn)



Commission nationale  
du dialogue des territoires



@CNDT\_sn



cndtsn